

Agriculture, société et rationalité

Guy Paillotin

Bien des historiens, et nous en avons de célèbres exemples dans notre pays (qu'on songe à F. Braudel ou à E. Le Roy Ladurie), se sont intéressés à l'agriculture. C'est qu'entre autres choses, elle offre à notre curiosité une très originale articulation entre continuité, voire même tradition, et rupture. Et puis, s'agissant de l'agronomie – où peut se nicher le rationnel sinon dans l'agronomie –, y a-t-il un meilleur exemple que l'agriculture pour observer la façon qu'ont les sciences et les techniques d'accompagner le progrès économique et social ? Enfin, et peut-être est-ce là l'essentiel, l'agriculture, nourrie de l'agronomie, refond en permanence nos relations avec la nature et donc, avec nous-mêmes.

La naissance de l'agriculture vient d'une rupture dans les connaissances, elle résulte de ce constat, aujourd'hui évident, que les grains que l'on consommait étaient aussi des semences. La génétique et l'agriculture sont sœurs jumelles. Cette représentation de la naissance de l'agriculture, pour exacte qu'elle soit, reste cependant incomplète. Il a fallu en effet que les sociétés où s'est manifestée cette rupture technologique, l'acceptent et même y trouvent leur intérêt. Sans doute très tôt, l'agriculture a été en même temps protégée et exploitée, donnant ainsi au savoir – certainement pas accessible à tous – un rôle très ambigu de moteur du progrès et de consolidation du pouvoir.

Je voudrais cependant me limiter à notre histoire récente parce qu'elle m'est plus familière. L'extraordinaire essor de la production agricole que nous avons connu depuis plus de cinquante ans, dans de nombreux pays et notamment en France, est le fruit de multiples ruptures technologiques : machinisme agricole, utilisation des engrais

puis des phytosanitaires, mise en œuvre des sciences vétérinaires, et toujours le progrès méthodique, cumulatif, presque inexorable de la génétique.

Mais regardons-y de plus près : la plupart des connaissances sur lesquelles sont fondées ces ruptures technologiques avaient été acquises bien avant les « trente glorieuses » : les lois de Mendel, un moment oubliées, à la fin du 19^e siècle, les bases de la nutrition des végétaux il y a plus longtemps encore... Peut-être le phytosanitaire peut-il s'enorgueillir d'une certaine modernité encore qu'on lui reproche ce manque de maturité ! Il a fallu des conditions, cette fois-ci de nature sociale, pour que puisse s'exprimer pleinement l'inventivité des scientifiques. Celles-ci sont bien connues, qu'il s'agisse de la France ou de bien d'autres pays. S'agissant du nôtre, il faut mettre en avant, en dehors du plan Marshall, les lois d'orientation et de programmation agricoles et le traité de Rome du début des années soixante, qui ont établi un véritable contrat entre la nation et les agriculteurs. À la charge de ceux-ci d'améliorer leur productivité (d'où l'usage du progrès scientifique et technique) pour fournir des denrées en quantité et à des prix abordables, à la charge de la nation, puis de l'Europe, d'assurer un niveau de vie des agriculteurs comparable à celui des urbains et de maintenir une agriculture à caractère familial. Le contrat a été rempli, parce qu'il s'inscrivait dans un « cercle social vertueux ». Il s'est réalisé avec la perte de cinq millions d'actifs agricoles mais la création d'emplois dans l'industrie puis les services. Il a conduit à l'urbanisation de notre pays et s'est nourri de la décolonisation et de la création de l'Europe. À l'évidence, les termes de ce cercle vertueux ne sont plus d'actualité, les agronomes en ont-ils pris la mesure ?

Qu'on ne s'y trompe pas : rien, durant les cinquante dernières années que nous avons connues, n'aurait été possible sans l'innovation scientifique et technique, mais celle-ci, à elle seule, n'aurait jamais conduit aux changements que nous avons connus si le terrain social et économique n'avait pas été favorable à leur expression.

Or justement ce terrain n'a plus le même visage. Une sorte de rupture sociale est survenue à la fin des années quatre-vingt. Elle est peut-être née de la chute du mur de Berlin (fin de la bipolarisation), de la guerre du Golfe et du conflit yougoslave, qu'importe elle a mis, ou plutôt remis, en avant, chez le consommateur, la quête « d'authenticité » de « naturalité » mais aussi la préservation de

l'environnement. La référence implicite au paradis terrestre est dans l'esprit de chaque consommateur. Or il se trouve, que dans les pays développés le besoin n'est plus le moteur du marché, sauf pour ceux qui en sont exclus. Le rêve, l'image prennent une place centrale. Et puis la crise sanitaire de la « vache folle » a assuré, pour longtemps, le passage d'une économie de la production à une économie de la consommation.

Cette rupture sociale ne fait pourtant pas table rase du passé. Nos concitoyens, aujourd'hui urbains, éloignés physiquement des lieux de production, se sont recréé une idée de la naturalité qui puise ses racines dans un passé presque oublié et qui fait fi, fruit de l'abondance, des rigueurs de la production.

Pour autant ces aspirations nouvelles de la société ne vont pas à l'encontre de l'innovation. Encore faut-il que celle-ci soit « en ligne » avec son terrain social d'acceptation. C'est bien le problème actuel des organismes génétiquement modifiés. Mais enfin, la préservation de la santé, la production de la qualité, la maîtrise de l'environnement peuvent-elles être assurées sans innovation ? Non bien sûr. Encore faut-il que la recherche aille dans le sens des changements sociaux. Comme je l'ai dit à plusieurs reprises, ce qui pose en réalité problème, c'est l'extraordinaire distance qu'il y a entre la vision d'un monde meilleur qu'expriment les scientifiques et celle qu'il y a dans la tête de nos concitoyens. Cette distance, d'urgence, doit être réduite. Une fois n'est peut-être pas coutume, c'est aux scientifiques de se remettre en question face aux évolutions de notre société.

Nous en arrivons en fait à la rationalité et à l'agronomie car son ambition, sa raison d'être est bien d'introduire de la rationalité dans la production agricole. Mon propos, tel que je l'ai développé, consiste à dire que cette discipline scientifique ne peut s'abstraire de la prise en compte de son environnement social et économique. Beaucoup me diront qu'elle a toujours eu cette préoccupation. C'est une erreur et plus grave encore un singulier manque de lucidité. Un constat aussi abrupt mérite quelques justifications.

Certes tout indique, dans les intitulés des disciplines scientifiques propres à notre recherche nationale, que la finalité de nos travaux est réellement prise en compte. Prenons un simple exemple, au demeurant très significatif. Nous parlons en France « d'amélioration

des plantes» alors que partout ailleurs on se limite à la «génétique». Tout cela a l'apparence d'une prise en compte des besoins des agriculteurs. En réalité, il n'en est rien. Amélioration pourquoi, pour qui ? Nul ne le sait. Ainsi est évacuée par un simple affichage de façade la question pourtant essentielle du sens du progrès génétique. Mais cet affichage de façade a encore des conséquences plus graves. Érigée, à tort, comme une simple discipline scientifique, l'amélioration des plantes, le progrès génétique ne sont plus soumis qu'à l'appréciation des pairs. À peine évoquée, la finalisation des projets de recherche n'appartient plus qu'à la recherche elle-même.

Aucun discours si généreux soit-il sur la finalisation de la recherche, sur la gouvernance de celle-ci, ne saurait servir d'alibi à une question simple posée aux chercheurs : à qui, en définitive, destinons-nous nos travaux ? La réponse est claire aujourd'hui : à nos pairs, sans aucune référence sérieuse à la moindre utilité.

On me dira qu'il s'agit d'une situation récente, qu'elle est donc à même de changer, ou pire encore que j'ai contribué à la mettre en place. Tout ceci n'est pas complètement faux. Mais, pour faire preuve toujours de lucidité, les choses viennent de plus loin. Selon moi, et par expérience, j'affirme que la recherche agronomique, et ceci à un niveau international, n'a jamais été en mesure de prendre de l'avance sur les changements sociaux. Elle les a suivis d'assez près lors de la révolution verte, et elle a largement «décroché» depuis vingt ans. Les preuves sont là : manque d'anticipation sur les nécessaires réformes agricoles européennes et mondiales, sur les problèmes d'environnement, sur l'émergence de nouvelles pathologies, sur la prégnance du consumérisme ...

Bien sûr, il ne faut pas rendre la recherche responsable de tous les malheurs du monde. Ce serait une grave erreur d'appréciation, une façon commode de trouver un bouc émissaire pour décharger de leur responsabilité tous ceux qui se prétendent responsables. Mais enfin, il est légitime de s'inquiéter d'un défaut systématique de clairvoyance de ceux à qui tout un chacun prête une capacité de vue à long terme.

L'explication que je veux avancer aujourd'hui, mais il y en a bien d'autres, est que la recherche se réfugie dans une rationalité limitée et finalement factice. Je souhaite illustrer ce propos par un exemple très significatif.

À la fin des années quatre-vingt, une sorte de dogme s'imposait aux esprits et il n'est pas sûr qu'il n'ait pas encore une grande influence sur les orientations de la recherche agronomique.

Rappelons-en les termes :

- la vocation de l'agriculture était de produire des denrées de base ;
- celle des industries agroalimentaires était de transformer ces denrées, voire ces molécules en produits consommables au mieux des intérêts des consommateurs ;
- ces intérêts étaient fixés en tout lieu et pour toujours sur quelques critères simples : nutritionnels, organo-leptiques, santé et bien-être, « serviticités » mot horrible introduit par quelques sociologues. On observe dans l'énoncé de ces critères comment la rationalité soi-disant scientifique se met en place. Elle décompose la réalité en différentes composantes sans trop se poser la question de la pertinence et de la robustesse de cette décomposition, de cette « représentation » du consommateur. Au demeurant si celui-ci se promène entre ces différentes catégories on jugera irrationnel son comportement ;
- enfin aucun couplage bien net n'était envisagé entre consommation, production et protection de l'environnement.

Cette analyse de la réalité n'a en réalité aucun fondement, chacun de ses termes – nous venons de les rappeler – n'a guère de consistance. Les faits sociaux, notamment en matière de consommation, sont rapidement venus mettre à mal ce bel édifice intellectuel. Celui-ci, contrairement aux apparences, n'est pas réellement fondé sur la rationalité, il n'est justifié et conçu que pour assurer un certain confort à la rationalité restreinte de l'approche scientifique largement gouvernée par le savant équilibre des disciplines qui structurent socialement le monde de la recherche.

Certains trouveront ce jugement bien sévère : je me répète, il ne s'agit pas d'être sévère ou indulgent, mais d'être lucide. Toutefois, même si j'ai inlassablement dénoncé cette restriction de la rationalité aux seules préoccupations de la communauté scientifique, il est légitime qu'on puisse attendre d'un ancien responsable de notre recherche agronomique qu'il propose quelques pistes pour l'avenir. J'en distingue trois.

a) Nous sommes bien sûr dans une période de grande incertitude, en fait d'indétermination, que ce soit en matière de production agricole, de consommation ou de protection de l'environnement, alors que

nos disciplines scientifiques se sont différenciées dans une période où leurs objectifs apparaissaient plus clairement. Devant une telle situation, ce n'est pas, contrairement à ce qui est souvent affirmé, la gouvernance de la recherche qui permettra, en première instance, de dégager de nouvelles pistes, c'est l'ambition des chercheurs eux-mêmes. À eux de saisir qu'une période d'incertitude est une chance exceptionnelle pour ceux qui osent faire le choix du risque intellectuel et une assurance d'échec cruel pour les attentistes. À la gouvernance de la recherche de savoir distinguer les uns et les autres, notamment dans les procédures d'évaluation. Ceci implique une correction très nette de leur mise en œuvre car, actuellement, elles consolident systématiquement la conformité à des données obsolètes.

b) Il convient que la recherche ait une vue assez claire des méthodes qu'elle met en œuvre. On entend beaucoup plus parler de recherche fondamentale et de recherche finalisée. Pourquoi pas, la distinction ne me choque pas, dès l'instant où elle ne devient pas opposition et qu'elle ne conduit pas à un cloisonnement entre les deux approches.

Il convient cependant aussi de rappeler que les deux approches ne sont pas identiques. La recherche fondamentale est une quête de concepts et non point simplement comme on le dit par facilité, une quête de connaissances. Dès lors, la recherche fondamentale doit sélectionner des objets d'étude qui soient les plus à même de mettre en évidence, expérimentalement, des concepts clairs. Les modèles agronomiques ne sont pas nécessairement, bien au contraire, les plus à même de répondre à cet objectif. Analyser laborieusement, au niveau moléculaire, le fonctionnement de toutes les plantes cultivées, de tous les animaux élevés, ne constitue pas de la recherche fondamentale, mais une quête hasardeuse, désordonnée et assez condamnable. On trouvera toujours assez de pairs dans les commissions d'évaluation pour penser le contraire puisque justement ils suivent eux-mêmes cette démarche aléatoire.

La recherche finalisée est tout un art. Elle ne vise pas prioritairement à dégager des concepts, mais à rationaliser une question, à lui donner toute son étendue et à fournir une gamme de réponses durablement établie par l'expérience et le raisonnement. Mais le point central est de savoir comment on pose la question. Dans les projets de réforme de notre dispositif national de recherche, on voit, ici et là, émerger la notion d'agences dont le rôle serait de distribuer des moyens en

privilégiant l'adéquation de propositions d'équipes de recherche avec des objectifs socio-économiques. Mais qui définit ces objectifs ? Qui détient la pertinence pour le faire ? Les chercheurs – ils deviennent juges et parties – les pouvoirs publics, ils n'en ont guère la compétence et perdraient en jouant ce rôle leur capacité d'arbitrage entre des intérêts divergents. C'est ce point qu'il faut résoudre en priorité et il n'est pas sûr qu'une centralisation de la confrontation entre projets de recherche et objectifs socio-économiques soit la solution la moins risquée.

c) J'ai quand même une petite idée de l'endroit où se forment les questionnements pertinents pour la recherche finalisée : ce sont les lieux où l'initiative de producteurs imaginatifs crée de nouveaux degrés de liberté. C'est ainsi que la recherche agronomique moderne est née. Il est peut-être temps de revenir aux sources. Aller aux problèmes sur le terrain au lieu d'attendre qu'ils soient traduits, digérés, rationalisés par des échelons administratifs centralisés. Un exemple de grande valeur vient immédiatement à l'esprit : c'est celui de Pasteur, inlassable chercheur de concepts et de problèmes de terrain réglés sur le terrain.

En réalité, et ce sera ma conclusion, la rationalité de l'agronomie doit partir des faits, elle doit se construire de façon exogène même si les outils qu'elle utilise se façonnent de manière endogène. Cet aller-retour permanent entre rigueur de l'approche et réalité du questionnement est l'objectif premier que doit se donner la gouvernance de la recherche finalisée.